difficulté entre les époux et les enfants, elle ne présente pas le même caractère d'incertitude. Les enfants sont tenus de procurer des *aliments* à leurs père et mère *qui sont dans le besoin*. Ils ne le sont donc pas, lorsque l'un d'eux est riche, puisqu'ils sont obligés réciproquement de se procurer secours et assistance, c'est-à-dire, quelque chose de plus, même, que les aliments qui ne consistent que dans les choses nécessaires aux premiers besoins de la vie, tels que la nourriture, le logement, le vêtement et l'entretien, tandis que l'assistance consiste, en outre, dans les *soins purement personnels*. L'enfant est tenu de fournir des aliments; il n'est pas légalement obligé de donner des *soins personnels* à ses parents, tandis que les époux sont obligés et tenus aux uns et aux autres. Les époux ont donc des obligations plus fortes et d'une nature différente de celles des enfants. Aussi, de la combinaison des articles 166, 173, 213 et 1317 du Code civil, sort la conséquence que, tant que le mariage n'est pas dissous, l'obligation réciproque des époux, quel que soit le régime matrimonial sous lequel ils soient placés de subvenir à leurs besoins, pèse principalement et directement sur celui qui seul est en état de la remplir, et que ce n'est que secondairement et dans le cas seulement où il ne pourrait l'accomplir entièrement que l'obligation de fournir des aliments tombe sur les enfants. Une semblable interprétation des art. 166, 173, 213 et 1317 est conforme à celle de l'ancien droit, et il me paraît évident que le législateur n'a pu vouloir autre chose que de leur donner cette sanction, puisqu'ils consacrent ainsi, et pour les époux et pour les enfants, les mêmes droits, les mêmes devoirs, les mêmes obligations qu'avant le Code. D'ailleurs, on ne peut se tromper sur l'intention du législateur, sur une pareille matière. Les instructions données aux Commissaires n'étaient-elles pas de n'incorporer uniquement dans nos Codes que la loi réellement en force?